

La rubrique

DES PATRIMOINES *de Savoie*

 SAVOIE CONSEIL
GENERAL

Conservation Départementale du Patrimoine
NUMÉRO DIX-HUIT ■ DÉCEMBRE 2006



Truck, chariot funiculaire, 1876-1886, exploitation des mines de Saint-Georges-d'Hurtières, concession Schneider. Le Grand Filon.

La rubrique des Patrimoines de Savoie

Numéro dix-huit

Conseil général de la Savoie

Conservation départementale
du Patrimoine
Hôtel du département, BP 1802
73018 Chambéry cédex
Tél. (00-33-4) 04 79 70 63 60
Fax (00-33-4) 04 79 70 63 01
E-mail cdp@cg73.fr

Directeur de la Publication
Jean-Pierre VIAL

Rédacteur en chef
Philippe RAFFAELLI

Crédit photographique
Marilyne Tranchant,
Le Grand Filon
(couverture)

Sandrine Vuillemeret,
CDP de la Savoie
(page 3)

Conservatoire d'Art et d'Histoire
de la Haute-Savoie (pages 4 et 5)

Archives départementales
de la Savoie (pages 6 et 7)
Jean-François Laurenceau,
CDP de la Savoie,
(page 8)

Fonds Montaz, collection Léger,
Jean-François Laurenceau et
Audray Coda-Zabetta, CDP de la
Savoie, Jean-Claude Giroud,
Musées d'art et d'histoire
de Chambéry
(pages 9 à 11)

Archives Direction régionale
SNCF, Jean-Claude Giroud,
Musées d'art et d'histoire
de Chambéry
(pages 12 et 13)

Archives communales
de Fourneaux
(pages 14 et 15)

Karine Mandray, commune
d'Aussois (pages 16 et 17)

CAUE de la Savoie (pages 18 et 19)
André Chéné, Jean-François
Laurenceau, CDP de la Savoie
(pages 20 et 21)

Claire Grangé, Mio,
Archives Ch. Perriand,
ADAGP 2006 (page 22)

Réalisation

Editions COMP'ACT
Dépôt légal

4^{ème} trimestre 2006

Tirage 2800 exemplaires
ISSN 1288-1635

ÉDITORIAL

La rubrique

A l'occasion du débat d'orientation budgétaire, le 4 décembre 2006, un rapport de bilan et perspectives pour la politique culturelle du Département de la Savoie a été présenté à l'Assemblée départementale.

Favoriser le développement des publics et renforcer l'identité et l'identification des politiques culturelles du département demeure toujours un des objectifs majeurs, et constituera le dénominateur commun des politiques culturelles en 2007 et au-delà, tant sur le développement culturel, les spectacles vivants que sur le patrimoine. En 2006 ont été poursuivies des initiatives de valorisation du patrimoine allant dans ce sens : *Itinéraires remarquables, réseau des musées, éditions culturelles, projet de pôle historique et culturel du Château des ducs de Savoie* (circuit de visites du château, réouverture de la Chambre des comptes au grand public...), chartes territoriales de développement culturel et contrats territoriaux de Savoie. Le budget départemental de la culture est resté à un niveau élevé (7,9 M€ en 2006), ce qui traduit toujours l'expression volontariste de l'Assemblée départementale en matière culturelle.

Pour la période 2007-2010, l'objectif majeur demeure la poursuite et l'accentuation des politiques culturelles visant au développement et à la sensibilisation des publics, dans un souci constant d'équilibre culturel des territoires. Dans le cadre du *Plan tourisme 2006-2013*, le pari est pris d'appuyer ce réseau sur quelques opérations structurantes qui pourront servir de référence et de lieu d'expression : c'est le sens des projets de valorisation des grands sites patrimoniaux, au premier rang desquels le Château des ducs de Savoie, l'abbaye d'Hautecombe, les forts de l'Esseillon, mais aussi d'une volonté de mise en cohérence des grands itinéraires, ces routes de voyage qui, depuis les origines, de l'Avant-Pays aux cols de Tarentaise et Maurienne, ont marqué notre Histoire et notre identité savoyarde. La plupart de ces projets ont vocation à s'inscrire dans une dynamique à l'échelle de la Région et à l'échelle européenne, dans le futur programme transfrontalier Interreg. Développer des « produits » de tourisme culturel, favoriser l'engagement à hauteur du 1% culturel pour les communes et intercommunalités, renforcer la synergie entre culture et patrimoine : avec de nouvelles formes culturelles qui, pour bon nombre d'entre elles, vivent déjà sur nos territoires, nous pouvons aider à transformer la nature du tourisme en Savoie, en créant de nouveaux produits (animation et valorisation du patrimoine, festivals...). C'est en construisant ces projets de manière intransigeante sur leur qualité et leur authenticité que nous pourrions convaincre les collectivités de constituer une source de financement dédiée à la culture, pour une véritable conquête des publics au service du plus grand nombre.

Jean-Pierre Vial

Sénateur

Président du Conseil général de la Savoie

Direction des Affaires culturelles

Philippe VEYRINAS
Directeur Développement culturel
Jean LUQUET
Directeur Archives et Patrimoine

Conservation départementale du Patrimoine de la Savoie

Responsable, Françoise BALLET,
conservateur en chef du patrimoine

Philippe RAFFAELLI, conservateur du patrimoine
Jean-François LAURENCEAU,
assistant qualifié de conservation
Sandrine VUILLEMERET,
assistante qualifiée de conservation
Vinciane NÉEL,
assistante de conservation
Françoise CANIZAR, rédacteur principal
Nicole DUPUIS, rédacteur
Chantal SONG, secrétaire par intérim
Hervé FOICHAT, chargé de l'informatisation
des collections départementales et des
nouvelles technologies

ont collaboré à ce numéro ■ Françoise BALLET ■ Dominique BAUD, étudiante Histoire Master II, Pist, Université de Savoie (dominique.baud@etu-univ-savoie.fr) ■ Alain BEXON (al.bexon@wanadoo.fr) ■ François CHEMIN, commune de Fourneaux (commune-de-fourneaux@wanadoo.fr) ■ Corinne CHORIER, attachée de conservation, Conservatoire d'art et d'histoire de la Haute-Savoie (04 50 51 02 33) ■ Audrey CODA-ZABETTA, chargée de mission CDP ■ Jérôme DAVIET, chargé de mission CDP ■ Hervé FOICHAT ■ Claire GRANGÉ, Directrice de la Maison des Jeux olympiques (04 79 37 75 71) ■ Jean-François LAURENCEAU ■ Philippe LEVEAU, Professeur émérite, Centre Camille Jullian, Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme, Aix-en-Provence (leveau.phil@wanadoo.fr) ■ Karine MANDRAY, agent de développement culturel, commune d'Aussois (04 79 20 30 40) ■ Sylvain MILBACH, maître de conférence en Histoire contemporaine, Université de Savoie (sylvain.milbach@univ-savoie.fr) ■ Vinciane NÉEL ■ Pierre-Yves ODIN, animateur du patrimoine, Pays d'art et d'histoire des Hautes vallées de Savoie, FACIM (04 79 60 59 00) ■ Sandrine VUILLEMERET ■ Philippe RAFFAELLI ■ Cédrik VALET, Chargé de mission, CAUE DE LA SAVOIE (04 79 60 75 50)

Le public au rendez-vous du Patrimoine

ACTUALITÉS



PATRIMOINES

Les Journées européennes du patrimoine se sont déroulées les 16 et 17 septembre dernier, autour des thèmes «l'âme mon patrimoine» et «La guerre, la paix, mémoires et patrimoines».

Pour la troisième année consécutive, le Conseil général, en partenariat avec les Villes et Pays d'art et d'histoire ainsi que le Parc Naturel régional du Massif des Bauges, a édité une brochure réunissant l'ensemble des sites ouverts à la visite et des animations prévues: 15 000 exemplaires ont été distribués dans les Offices de tourisme et les sites culturels.

Ces Journées ont permis à près de 40 000 visiteurs de découvrir le patrimoine savoyard dans toute sa diversité.

La fréquentation du château des ducs de Savoie, site phare pour le Département, a progressé, malgré une ouverture réduite cette année encore de 14h à 17h30 en application du plan Vigipirate. La thématique proposée par le Ministère de la Culture et de la Communication autour de l'animation du patrimoine, a offert aux visiteurs la possibilité de découvrir autrement le château. Grâce à un partenariat avec *Arc en Cirque* (École du Cirque de Chambéry-le-Haut), acrobates, jongleurs, danseurs et musiciens, en costumes façon Renaissance, ont investi l'ensemble des espaces ouverts à la visite, pour le plus grand plaisir du public. Trois expositions ont pu être présentées: «Montagne fortifiée» dédiée à l'histoire et à la valorisation du patrimoine transfrontalier des fortifications, «Histoires d'écriture, écritures d'Histoire» consacrée aux archives des États de Savoie, et «Sancta Capella» qui retrace l'histoire de la Sainte-Chapelle.

Outre les Salons d'honneur, la Sainte-Chapelle et le Carillon, la Salle des Délibérations du Conseil général, la Terrasse de la tour demi-ronde, l'Académie de Savoie et les Salles Basses, l'offre s'est enrichie par la réouverture du bâtiment des Anciennes Archives, aujourd'hui réhabilité en espace administratif, et de l'ancienne Chambre des comptes dont les salles accueillent après réfection en 2007 des expositions temporaires de la Conservation départementale du patrimoine en préfiguration du projet de «pôle historique et culturel» du château.

La prestation d'*Arc en cirque* a largement contribué au succès de cette édition. Une telle animation dans un lieu chargé d'histoire est bien plus qu'un simple spectacle; elle permet au visiteur d'appréhender le patrimoine de façon vivante.

*Sandrine Vuillermet
& Vinciane Néel*

Les dix sites les plus visités du Département lors des Journées européennes du Patrimoine 2006

1. Rotonde SNCF à Chambéry 8500
2. Château des ducs de Savoie à Chambéry ... 4621
3. Trésor de la cathédrale St-François à Chambéry (Visite de l'ensemble de la cathédrale) 1850
4. Distillerie Montania Routin à Bissy 1550
5. Musée des Beaux-Arts à Chambéry 1218
6. Musée Savoisien à Chambéry 1181
7. Musée Faure à Aix-les-Bains 1033
8. Thermes Nationaux à Aix-les-Bains 994
9. Abbaye d'Hautecombe à St-Pierre-de-Curtille ..960
10. Château de Miolans à St-Pierre-d'Albigny 900



Le Réseau des Musées et Maisons Thématiques de la Savoie

Depuis 2004, le Réseau des Musées et Maisons Thématiques de la Savoie regroupe seize structures muséographiques, publiques ou privées, avec le soutien du Département. Suite aux actions de communication menées l'année dernière, deux nouveaux dépliants: *Vivre autrefois en Savoie* et *Espaces montagne en Savoie*, ont été réalisés en 2006. En partenariat avec les membres du réseau, le Conseil général a mis l'accent, sur la découverte ludique des musées. Les cinq diners-spectacles organisés avec Philippe Roman, auteur, comédien et cuisinier, ont été l'occasion de parcourir les salles d'exposition au son de poèmes épiques avant d'éveiller les papilles gustatives. Du 17 juillet au 24 août, les lecteurs du Dauphiné libéré ont pu retrouver chaque jour un musée, à travers une petite histoire. Une entrée gratuite était offerte sur présentation des articles.

Le stand du Conseil général à la Foire de Savoie a présenté le Réseau, sur le thème «Jouons avec notre patrimoine». Plus de 1000 visiteurs ont participé à un «quiz» de seize questions pour découvrir la richesse des musées de Savoie et gagner des «passmusées». Le succès de ces opérations permet de renouveler l'image des musées du Réseau auprès du public et, souhaitons-le, d'accroître leur fréquentation: 91 300 visiteurs en 2005.

Jérôme Daviet

Le nouveau Pays d'art et d'histoire des Hautes vallées de Savoie

A la fois symbole de reconnaissance du travail effectué et outil commun d'avenir, le Pays d'Art et d'Histoire des Hautes vallées de Savoie rassemble les syndicats du Pays de Maurienne, l'Assemblée du Pays de Tarentaise-Vanoise, la communauté de communes du Beaufortain, le SIVOM du Val d'Arly avec l'appui du Conseil

général de la Savoie dans un objectif commun: animer les patrimoines des vallées dans leur dimension esthétique aussi bien que sociale pour le public le plus large. Le 30 novembre 2006 à Aiton, les collectivités territoriales ont signé avec le Ministère de la Culture et de la Communication et la FACIM une nouvelle

convention qui prend le relais de celle de 1991. C'est une étape importante pour la politique de valorisation de l'architecture et du patrimoine menée depuis quinze ans en Savoie qui s'est imposée au fil des années comme vecteur de lien social et d'attraction touristique.

Pierre-Yves Odin



Dans une perspective différente, il est aussi possible de sonder les relations entretenues avec l'ordre public, dans les nombreux dossiers consacrés aux résistances aux forces de l'ordre : résistances de groupe, de fratries ou résistances individuelles, cette conflictualité – avec ses rites, ses gestes et ses mots – révèle des conceptions antithétiques de l'ordre ainsi que des appréciations antinomiques de l'exercice de la violence et du bon droit. Les innombrables dossiers de vols exhument quant à eux une société de pauvres gens quand ils sont vols alimentaires, mais aussi la pénétration de la fascination pour l'objet venu de la ville, quand il s'agit de ces mouchoirs imprimés dont les motifs et les couleurs, à l'évidence, suscitent les convoitises de ceux qui ont peu. Délinquance et remise en cause de l'ordre ou archéologie du besoin suscité, voire du consumérisme ? La question est posée. Les dossiers relatifs aux arrestations de mendiants permettent une analyse sociologique fine de cette population mouvante qui effraie si souvent les autorités. Les procédures à l'encontre des formes diverses de concubinage, comme celles relatives aux infanticides, lèvent le voile sur la pudeur « des amours paysannes », dans des circonstances souvent tragiques, à travers le regard de la communauté, dénonciateur ou complice des amours illicites.

On le voit à travers ces quelques exemples : ce n'est pas nécessairement le sensationnel qui doit retenir l'attention. Ce n'est pas non plus l'exceptionnel qui, précisément, n'a souvent valeur que d'anecdote. Les affaires de justice offrent, comme de nos jours, du sensationnel, mais la connaissance du passé se défie des gros titres. Elle est plus laborieuse, plus timide, plus suspicieuse aussi. Il est bien plutôt question de se lancer à la découverte des humbles, de pénétrer dans les villages, dans les bourgs ou les faubourgs, dans les demeures et l'intimité du plus grand nombre pour en restituer l'univers.

Ces dossiers où reste figée la fugace parole de Monsieur et Madame tout le monde permettent, à terme, à force de confrontations nouvelles – sous le regard de l'historien cette fois – de retrouver l'esprit de la Savoie d'autrefois, qui nous est au fond si étranger. Plus encore, il est question de mesurer les inflexions, les évolutions lentes des mentalités qui, au XIX^e siècle, connaissent de profondes mutations. En somme, c'est à une manière de généalogie des sensibilités et des représentations de la multitude qu'invitent les morceaux de vie consignés dans les dossiers de procédures judiciaires.

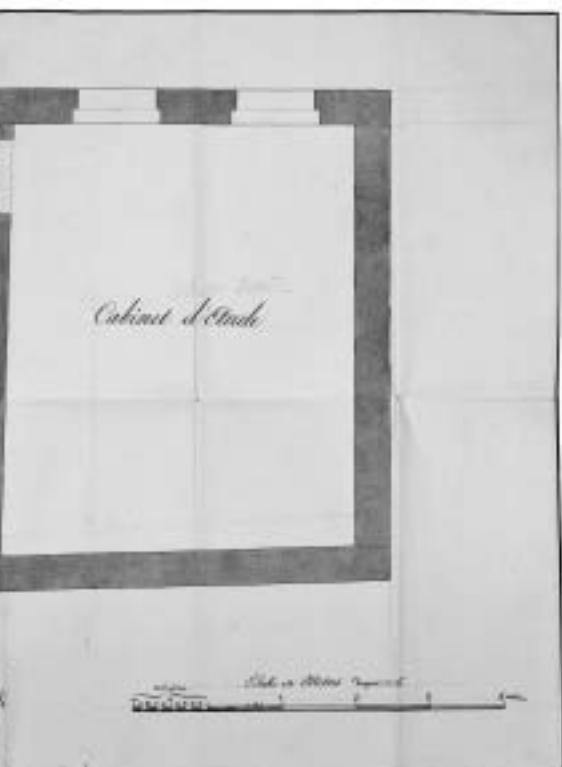
De ce point de vue, les procédures apportent des connaissances déterminantes et totalement novatrices en ce qui concerne la vie politique. Les dossiers à ce sujet ne concernent effectivement que rarement les élites. Ici c'est un ouvrier serrurier, là un cultivateur qui est arrêté pour chant séditieux. Dans telle commune, les élections, après 1848, provoquent des troubles qui impliquent une bonne part de la communauté : signe de pénétration d'un clivage partisan nouveau au sein des villages qui tend à déplacer les débats traditionnels de la collectivité. Ces affaires de clocher révèlent finalement des communautés en voie de mutation, mais réactives et promptes à s'approprier les virtualités de libertés qui lentement se diffusent. Les populations de Savoie, dont on rapporte parfois assez complaisamment la sagesse et le calme proverbiaux, sortent en partie transfigurées de la lecture des procédures judiciaires : elles s'avèrent rétives, parfois en quête d'émancipation, de plus en plus après 1848, soucieuses de damer le pion aux notabilités traditionnelles. Le mot de République, nécessairement lié à cette époque à la France, pénètre tout doucement villes, bourgs et certaines vallées. Avec le mot, les symboles, les référents, les débats identitaires, donc la chose. Puis, la question religieuse avec le développement de l'anticléricalisme, matrice des divisions au village, s'impose et s'enracine, fondant de nouveaux clivages. L'ensemble de ces évolutions prépare le terrain au Rattachement de 1860 parce qu'il détache la Savoie des préoccupations dominantes à Turin. S'esquisse alors de manière discrète le cheminement du Rattachement de 1860 : par un long processus de familiarisation qui s'opère, non dans le fracas de la haute politique, mais derrière l'immobilité apparente du village. Ainsi, l'appareil judiciaire, consignait soigneusement les formes de troubles et d'insoumission, conserve trace et rappelle que la « grande histoire » surgit d'un travail lent et long dans lequel les gens du commun sont les acteurs à part entière.

Ces archives inédites ouvrent donc la voie à un travail considérable de relecture – critique bien sûr – de la Savoie du premier XIX^e siècle. Période méconnue, un peu délaissée, et pourtant à maints égards déterminante pour comprendre la disparition d'un monde et l'émergence d'un monde nouveau duquel nous restons, malgré l'éloignement, tributaires. Les étudiants de l'Université de Savoie contribuent à ouvrir cette voie nouvelle. Mais elle est ouverte à tous.

Sylvain Milbach

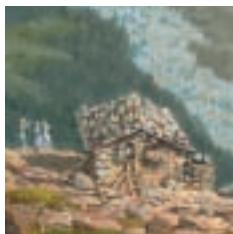
Archives
départementales
de la Savoie
244 quai de la Rize
73000 Chambéry

tél. 04 79 70 87 70
www.sabaudia.org



Jean DuBois

Genève 1789 – Monnetier-Mornex 1849



Le B majuscule dans le nom de DuBois sans espace est une singularité orthographique enregistrée à l'état civil de Genève.

Vue du Mont-Blanc depuis Monnetier.



De nouvelles acquisitions viennent enrichir la collection Paul Payot, Conseil général de la Haute-Savoie

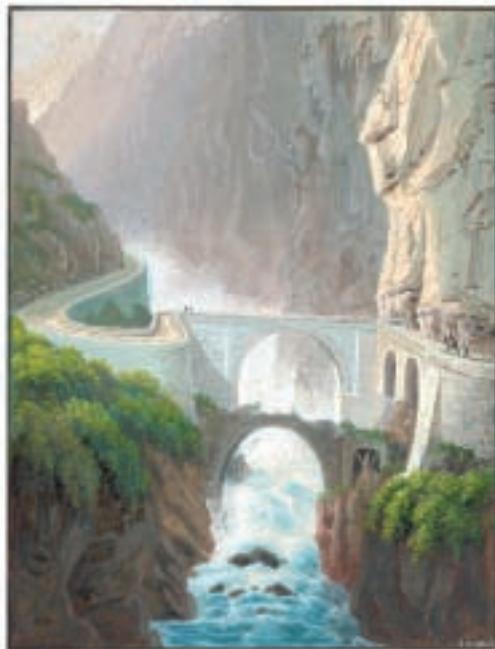
La collection Payot contient 80 estampes de ou d'après Jean DuBois, artiste genevois réputé pour ces vues chamoniardes dont une dizaine de gouaches. La dernière acquisition « La Voûte du Chapeau dans la vallée de Chamonix » (gouache, 14 x 20 cm) datait de 1993. La mise sur le marché des œuvres originales de cet artiste est assez rare d'où l'intérêt pour le Conseil général de la Haute-Savoie d'acquérir 8 gouaches et estampes gouachées de 9,5 x 12 cm, de belle qualité, permettant ainsi de compléter et de diversifier le fonds DuBois de la collection Payot.

Corinne Chorier

Jean DuBois¹ est un des peintres genevois, à l'instar de J.-A. Linck (1766-1843), ou de ses contemporains de la Suisse alémanique comme J.R. Dickenmann (1793-1884), qui a le plus dessiné sur le motif, la vallée de Chamonix dans les années 1820 et 1830. Ces dessins préparatoires, toujours réalisés avec une grande minutie lui ont permis d'éditer un grand nombre de gravures et plus spécifiquement des lithographies destinées à être vendues en album ou à l'unité. Il aimait aussi réaliser des aquarelles et des gouaches très prisées par les plus fortunés des «Étrangers» en séjour à Chamonix ou à Genève.

Peintre et éditeur de vues, auteur de panoramas mais aussi cartographe, DuBois est attiré par le massif du Mont-Blanc qui non seulement est un sujet pittoresque à la mode mais aussi... un thème lucratif compte tenu de son succès parmi les voyageurs européens que l'on appellera bientôt des touristes.

C'est seulement à partir de 1827 que Jean DuBois s'oriente définitivement vers le dessin et la publication de vues suisses et savoisiennes destinées aux visiteurs. Il grave à l'aquatinte et maîtrise la technique de la lithographie. Ces vues, souvenirs impérissables, vendues en carnet ou à l'unité, vont faire sa fortune.



Les Ponts du Diable, route du col du Simplon.

En 1831, il devient membre de la société des Arts de Genève, puis conservateur du Cabinet des Gravures de la classe des Beaux-Arts. En 1849, une mort brutale interrompt une carrière exemplaire. Malgré un oubli injuste dans l'historiographie contemporaine de l'art helvétique, son rôle a été important dans la vie artistique genevoise : il a formé dans son atelier des peintres, comme le célèbre Barthélemy Menn, des artisans graveurs et des lithographes. DuBois excelle dans la miniature à la gouache, il peint avec minutie aussi bien grands que petits formats. Il est temps de rendre une place méritée à cet artiste dans l'histoire de la représentation du paysage de montagne par les peintres.

De 1830 à 1850, plusieurs albums ont été édités avec de nombreuses variantes dans le choix ou la répartition des vues. Pour la Savoie, on retiendra par exemple les *Souvenirs pittoresques d'Aix-les-Bains, Chambéry, le Mont-Cenis et la Chartreuse*, ainsi qu'une *Ascension du Mont-Blanc*.

Les gouaches originales étaient peintes d'après des croquis très précis de Jean DuBois. Elles devaient être utilisées d'une part comme modèle à la matrice des gravures (lithographie ou aquatinte) et d'autre part, comme exemple pour leur mise en couleurs.

La finesse et la minutie extraordinaire de ces gouaches révèlent tout le génie de Jean DuBois digne des meilleurs portraitistes miniaturistes. L'agrandissement de certains détails révèle une maîtrise formidable de la synthèse tant pour le trait que pour la couleur et la lumière. DuBois n'avait rien à envier à ses meilleurs contemporains suisses et genevois.

Le Pont du Diable. Trois ponts portent ce nom en Suisse. Il s'agit ici de celui qui se jette sur le défilé des Schöllenen entre Göschenen et Andermatt. Comme les autres vues dont il est question, ce paysage est un sujet prisé par des artistes de renom surtout à partir de la deuxième moitié du XVIII^e siècle, Claude-Louis Chatelet, Caspar Wolf, J.M.W. Turner, William Pars, Peter Birmann, ou Arnold Böcklin. Le nom de ce pont est lié à l'austérité du site et à l'effroi ou à la fascination qu'il peut susciter². Ces éléments sont constitutifs de l'attrait artistique que recherchent les peintres romantiques. Cette gouache a été peinte peu de temps après la construction du nouveau pont en 1830, l'ancien pont est encore visible et n'a pas encore été démoli.

Le Col de Balme. Situé à 2200 mètres, séparant le Valais de la Savoie, il fut longtemps un passage obligé pour les voyageurs. L'aspect grandiose de la vue en enfilade sur la vallée de Chamonix et le massif du Mont-Blanc a retenu l'attention des écrivains, à l'instar de Goethe, ou des peintres. Ici, DuBois a choisi de donner un aspect hivernal en jouant avec les effets des nuances de la gouache blanche et bleutée.

Monnetier. Il semble qu'il s'agisse d'une lithographie. Le carton sur lequel est contrecollé la vue porte la marque de Briquet. Jean DuBois a beaucoup fréquenté Monnetier puisqu'il s'y rendait très souvent en villégiature, comme d'autres Genevois, il y meurt le 1^{er} juin 1849. Les ruines du château occupent une belle position sur le Grand Salève. Ce château fut construit en 1567 sur l'ancien ermitage Saint-Didier, il fut ravagé par les Bernois dès 1589.

Le Glacier des Bois vu depuis la Flégère. Cet emplacement était lui aussi un lieu privilégié de visite. Comme depuis le Brévent, de nombreux panoramas sur la chaîne du Mont-Blanc ont été dessinés depuis ce promontoire. Transformer en miniature ce paysage majestueux, sans lui retirer l'effet du grandiose, est un défi relevé avec succès par DuBois. Grâce à sa très grande maîtrise de l'espace alpin, du rendu des précipices ou des plans contrastés, renforcés par un habile mouvement de contre-plongée, il transmet au spectateur grâce à sa maîtrise de la gouache les impressions ressenties sur place. Cette technique et ce style dans maintes autres œuvres de DuBois nous permettent de le compter parmi les meilleurs peintres de montagne du XIX^e siècle.



Montenvers. Dès 1779 un Britannique, M. Blair, y avait fait édifier une cabane destinée à protéger les visiteurs. En 1812, une maison plus solide dédiée à la Nature est édifiée. Sur cette gouache, on aperçoit un autre bâtiment construit un peu plus tard pour recevoir plus confortablement les voyageurs avides de nouvelles sensations.

Le Montenvers.

Alain Bexon



Vue de la Vallée de Chamonix depuis le Col de Balme, vers 1825.

A Genève, dans leur boutique de la rue du Rhône, « vis-à-vis de la Poste aux lettres » les libraires et marchands d'estampes Briquet et DuBois occupent un emplacement stratégique pour vendre des itinéraires, des Guides, des Vues, des Costumes et des Cartes géographiques. Il est aussi souvent précisé sur la 4^e de couverture de leurs albums de vues qu'ils sont Éditeurs de « Vues et Costumes suisses ; – des souvenirs de Genève, de Lausanne, du Lac de Genève, de la Suisse, de Chamouni, du St-Bernard, du Simplon, de Berne et l'Oberland, des Bains d'Aix, etc. ; – des PANORAMAS de la Vallée du Lac Léman et des Alpes, de Genève, de Vevey, du Brévent, du Montanvert, du Col de Balme, de la Flégère, du Signal de Lausanne, de celui de Bougi, etc. ; – de Plans et de Cartes de Genève et environs, du Mont-Blanc, du Lac Léman, etc. »

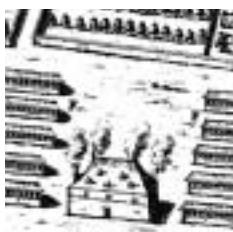
1. Paul Chaix, « Jean DuBois, peintre à la gouache et graveur genevois » in *Revue Geneva*, n°22, 1944.

2. « Une légende qui veut que toutes les tentatives de construction aient été vouées à l'échec jusqu'à ce qu'on demande l'assistance du démon, autre manifestation de la fiction satanique qui étaient attachées aux régions centrales des Alpes. » William Hauptmann, *La Suisse sublime, vue par les peintres voyageurs 1770 – 1914*, Ed. Electa, Fondation-Bornemisza. Lugano, 1991.

3. Claude Weber, *Bulletin municipal Salèves*, 1991, n°9.



Le glacier des Bois vu depuis La Flégère.



Les Salines de Moûtiers, planche du Theatrum Sabaudiae, 1682. Dessin de G. T. Borgonio, 1674, gravure J. de Ram. Leur exploitation s'achève en 1866.

Histoire du patrimoine industriel de la Savoie

L'idée d'une Civilisation agro-pastorale alpine immuable a longtemps prévalu dans les processus d'invention et de représentation des Alpes touristiques. L'Anthropologie a révélé peu à peu une montagne aménagée, industrielle, complexe. Aux premières traces d'exploitation du minerai a succédé une pré-industrie diversifiée basée sur les artifices hydrauliques et la métallurgie jusqu'au grand essor industriel lié à l'hydroélectricité, moteur du développement économique des vallées de la fin du XIX^e siècle aux Trente glorieuses. Il reste encore, aujourd'hui, à écrire une synthèse de cette histoire industrielle de la Savoie.

Au Moyen Âge puis aux Temps modernes, l'industrie savoyarde se caractérise par sa diversité avec des produits miniers, des fonderies, forges et martinets, des clouteries et des taillanderies, des salines, des papeteries, de l'horlogerie, des industries du cuir et des textiles, des produits alimentaires que nous retrouvons dans les statistiques du début du XIX^e siècle. Il faut remarquer que les installations métallurgiques disséminées en nombre sur le territoire en fonction des ressources auront tendance à diminuer dans la première moitié du XIX^e siècle pour des raisons douanières et de gains de productivité.

A partir de 1860, l'économie savoyarde est confrontée à la Révolution industrielle, à la compétitivité du libre-échange, à l'introduction de capitaux et au développement du chemin de fer lors de son intégration dans l'espace économique français. De 1873 à 1896, une crise structurelle marque le déclin des petits établissements et des productions traditionnelles.

Entre 1890 et 1905, la seconde révolution industrielle relance l'activité grâce à l'hydroélectricité et aux industries électrométallurgiques, électrochimiques et électrotechniques; l'économie rurale se modernise lentement. Ces industries implantées à proximité des chutes d'eau sont un moteur du développement de l'Entre-deux-



guerres qui est aussi facteur d'immigration en particulier italienne.

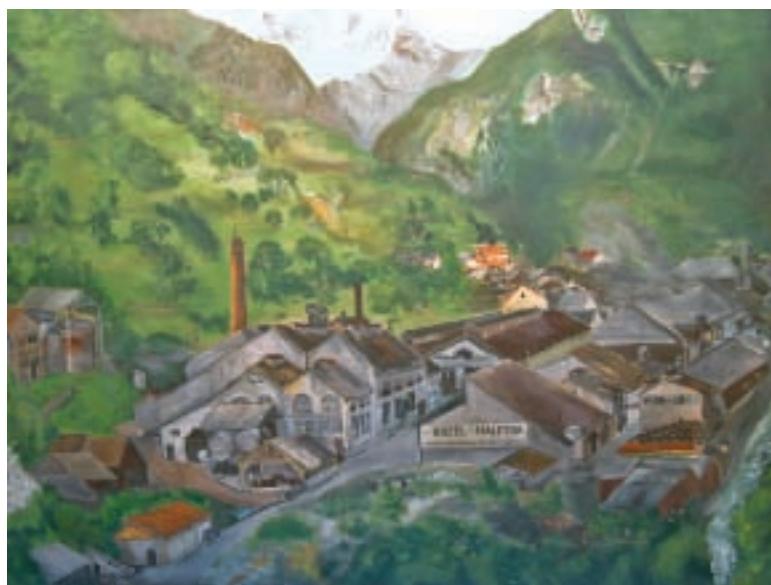
La crise économique des années Trente touche les industries traditionnelles mais l'activité reste soutenue dans les secteurs électrotechniques et alimentaires. En réponse aux séquelles démographiques de la Grande guerre et aux lois sociales, la paysannerie opte pour la double-activité qui freine l'exode rural mais l'industrie minière périclité. Suite à la nationalisation de 1946, de grands aménagements hydroélectriques alpins réorientent la production et la distribution de l'énergie électrique à l'échelle nationale et internationale dès les années Cinquante.

Les industries de main-d'œuvre et de sous-traitance se spécialisent alors que la crise confronte les secteurs électrométallurgique et électrochimique aux restructurations et aux délocalisations. Au cours des années Quatre-vingt, les infrastructures industrielles des vallées alpines sont particulièrement touchées. Mais, l'évolution de l'économie et des modes de consommation et de transport permet le maintien d'une industrie urbaine diversifiée et l'implantation de nouvelles unités de haute-technologie.

L'emprise industrielle sur la qualité des paysages alpins et sur un cadre de vie attractif suscite aujourd'hui débat au sein de la société contemporaine qui privilégie de nouveaux comportements environnementaux partagés entre critères esthétiques et comportements consuméristes. Le patrimoine industriel fait ainsi l'objet d'interrogations sociétales et anthropologiques portées par une confrontation récurrente entre Nature et Culture. Au moment où la sauvegarde des archives des entreprises et de la mémoire ouvrière s'avère nécessaire pour une approche historique et culturelle de la Civilisation industrielle, il convient de réfléchir à la conservation du patrimoine monumental et des paysages qu'elle laisse en héritage. Au-delà du débat sur la dépollution ou la disparition des friches industrielles, il y a sans doute place pour une Archéologie ou une Anthropologie industrielle dans la perspective d'une valorisation culturelle et touristique intégrant de nouvelles activités économiques ou le renforcement du lien social.

Philippe Raffaelli

L'ancienne usine du Villard-du-Planay. Huile sur toile signée et datée «Claude Hertenberger MCMLII». Commande de Monsieur Maletta, directeur de l'usine, ancien décor de la cantine de l'usine de la société Bozel-Maletta (ferro-alliages) détruite en 1990. Objet mobilier inscrit à l'Inventaire supplémentaire des Monuments historiques en 1995 (Garage de l'Electrobus, Le Villard-du-Planay).



Approche d'un concept évolutif

Le patrimoine industriel

Longtemps délaissé et méprisé à la faveur de patrimoines considérés comme plus « nobles » par notre société, le patrimoine industriel fait l'objet, depuis quelques années déjà, d'un certain intérêt, même si le chemin de sa sauvegarde et de sa valorisation reste souvent long et complexe.

Un obstacle scientifique majeur freine encore l'étude de ce type de patrimoine: l'absence d'une définition unique et universelle permettant de délimiter avec précision le champ d'investigation. Il ne s'agit donc pas ici de définir avec exactitude la notion de patrimoine industriel, mais seulement d'en proposer une approche et d'appréhender quelques spécificités relatives à l'importance de celui-ci dans le département, où il est encore peu connu.

Il convient, tout d'abord, de bien cerner le sens du terme « industrie » et d'en considérer les évolutions depuis son apparition à l'Epoque Moderne. C'est au XVI^e siècle que l'ère de l'industrie s'ouvre réellement en Europe occidentale avec l'essor d'une production de masse, principalement dans les domaines de la soierie, de la métallurgie et de l'imprimerie, où le rayonnement de Lyon et de Turin est à remarquer. Toutefois, l'acceptation du nom d'« industrie », désignant les mines, les usines... ainsi que les transports et les communications, semble plus tardive et son emploi ne se généralise pas avant le XVIII^e siècle. A l'origine, seul le qualificatif « industriel » existait. Appliqué aux XVI^e et XVII^e siècles, le terme « industrie » peut donc se révéler trompeur et il est préférable de l'employer au pluriel, ou de parler de proto-industrie. Il recouvre alors des réalités très différentes et peut aussi bien désigner des modes ou des

formes de production relevant de l'artisanat, que des manufactures ou fabriques, ancêtres des usines des XIX^e et XX^e siècles. Il faut donc veiller à ne pas confondre artisanat et industrie car cette dernière, même si elle recouvre un ensemble de productions artisanales, se caractérise avant tout soit par une région s'adonnant à une même activité, soit par des groupes de travailleurs individuels, ou d'ateliers, produisant pour un même patron – le fabricant ou marchand-fabricant – selon une organisation ayant pour but d'intégrer les produits dans des circuits commerciaux.

Si, en matière industrielle, les innovations techniques ainsi que les politiques incitatives et protectionnistes du XVIII^e siècle contribuèrent indéniablement à développer le secteur industriel, elles ne modifièrent pas fondamentalement la définition de l'industrie valable pour les siècles précédents. C'est seulement au début du XIX^e siècle qu'un changement qualitatif s'esquissa dans cette dernière et nombreux furent ceux qui tinrent à y voir une grande rupture, à l'image de la révolution industrielle anglaise, mais sans succès puisqu'il s'agit en réalité d'une transition, s'inscrivant dans la continuité et mettant plus d'un siècle à changer le visage de la production manufacturière. Il faut attendre la fin du XIX^e siècle, voire le début du XX^e, pour voir réellement le paysage industriel se transformer avec l'étiollement des forces motrices traditionnelles (bois et eau) au profit des énergies thermiques, puis de l'électricité, et avec le triomphe de la mécanisation, de l'usine et du taylorisme. Depuis, l'industrie se définit plus largement comme « l'ensemble des activités, des métiers qui produisent des biens matériels et des richesses par la mise en œuvre des matières



Conduite forcée, Villarodin-Le Bourget, début du XX^e siècle, fonds Montaz.



Cheminée de l'ancienne briqueterie, Saint-Christophe-la-Grotte, en 2006.



Carte postale, début du XX^e siècle: une nouvelle perception du paysage alpin, un exemple de site industriel.



Hall électrolyse, usine électrométallurgique Calypso, Saint-Michel-de-Maurienne, 1919, coll. Fontaine.

TICCIH
The International
Comity for the
Conservation
of Industrial Heritage.

CILAC
Comité d'Information
et de Liaison pour
l'Archéologie et la
Conservation du
patrimoine industriel;
dirigée par André
Bergeron, cette
association fédère
toutes les entités de
défense du patrimoine
industriel et dispose
d'une capacité de
mobilisation
relativement
importante.

AMCCSTI
Association des
Musées et centres pour
le développement de
la Culture Scientifique
Technique et
Industrielle.

TISTRA
Tourisme Industriel
Scientifique et
Technique en Rhône-
Alpes (réseau de sites).

CCSTI
Centres de Culture
Scientifique Technique
et Industrielle

premières, par l'exploitation des mines et des sources d'énergie; chacune de ces activités; toute activité économique organisée sur une grande échelle » (le Petit Larousse Illustré).

Après avoir connu, au cours du XX^e siècle, une salve d'innovations, alternant entre crises profondes et heures de gloire, le secteur secondaire périclité depuis quelques décennies déjà, laissant à l'abandon infrastructures et équipements, c'est-à-dire tout un patrimoine qu'il est désormais temps de préserver.

Les Anglais, ayant été les précurseurs en terme de développement industriel, furent les premiers à sentir le déclin de leur industrie et inventèrent le concept et la terminologie d'« industrial heritage ». Attachés à ce pan de leur histoire, ouvriers et cadres anglais se mobilisèrent pour sauvegarder, conserver et valoriser, en tant que témoins d'une étape de la civilisation européenne, un certain nombre d'éléments à vocation industrielle, tant mobiliers qu'immobiliers. Cet engouement anglo-saxon gagna ensuite l'Allemagne et la Belgique, avant de progressivement atteindre le reste de l'Europe dont la France où, aujourd'hui encore, il n'existe pas de réelle culture industrielle. En effet, les vestiges industriels furent pendant longtemps tenus à l'écart de la politique patrimoniale française et c'est Maurice Daumas (fondateur de la revue *L'archéologie industrielle en France*) qui, à la fin des années 1970, fut le premier à s'en inquiéter. Ses diverses initiatives entraînèrent une prise de conscience au sein des organes nationaux de conservation qui lancèrent alors, sur tout le territoire national et dans un contexte de forte désindustrialisation, une vaste opération d'inventaire approfondi des anciens sites industriels, non encore aboutie à l'heure actuelle puisque plusieurs régions n'ont toujours pas été inventoriées, dont Rhône-Alpes. Le retard de la France,



La Rizerie des Alpes restaurée en 2001-2005, Modane.

par rapport à ses voisins européens, est donc relativement marqué. D'ailleurs, les vestiges industriels représentent seulement 2 % du patrimoine classé chaque année au titre des Monuments Historiques.

Ce retard est la traduction des difficultés rencontrées en termes de « patrimonialisation » des sites industriels, du fait de l'absence, au sein de la loi de 1913 relative à la protection du patrimoine, de réglementations portant sur le volet industriel. Sa sauvegarde et sa valorisation ont toujours dû se conformer aux textes généraux dans lesquels les deux principaux critères de sélection sont l'ancienneté et le caractère esthétique et/ou artistique. Ce cadre juridique inadapté, renforcé par la mésestime collective dont font l'objet les témoins du passé industriel, contribua à diviser ce type de patrimoine en deux catégories plus ou moins « valorisables » en fonction de la superficie du site, mais aussi de l'ancienneté du bâti (et des équipements), de son caractère esthétique et culturel, ou encore du type d'activité qu'il abritait. Ainsi, il ressort que les petits sites anciens sont usuellement favorisés par rapport aux importantes friches industrielles plus récentes. En effet, ceux-ci, généralement antérieurs au XIX^e siècle, de dimensions réduites, dues à un degré de mécanisation encore faible, et construits en matériaux nobles – pierre de taille, bois, brique... – selon une architecture correspondant aux canons esthétiques et artistiques, répondent, malgré leur caractère industriel, aux critères requis jusque dans les années 1970-80 pour leur protection et leur valorisation. Alors que la sauvegarde des sites postérieurs à la révolution industrielle s'est toujours heurtée à de nombreux obstacles: une importante superficie, souvent soumise à de fortes pressions foncières, et surtout une image négative où se mêlent échec économique, traumatisme social, reconversion difficile, pollution, dégradation et dangerosité des friches.



Piquage de cuve électrolyse, usine électrométallurgique Péchiney, Saint-Jean-de-Maurienne, 1953, coll. Léger.

Face à ce constat et à l'actuel développement de la notion de patrimoine industriel, matérialisé par l'émergence, à différentes échelles, d'un certain nombre de structures (TICCIH, CILAC, AMCSTI, CCSTI, TISTRA...) venant renforcer l'action des collectivités, des associations et parfois des entreprises dans ce domaine, la CDP et la FACIM ont engagé une réflexion à ce sujet, en lien avec l'Université de Savoie. Dans un premier temps, un stage de six mois effectué dans le cadre d'un Master II Patrimoine Industriel Scientifique et Technologique a eu pour but de fournir une première approche du patrimoine industriel savoyard encore peu connu à l'heure actuelle alors que l'industrie a profondément marqué ce territoire tant par l'essor et le rayonnement économique qu'elle lui a conféré, que par l'empreinte qu'elle a laissé dans le paysage. Les résultats de ce dernier sont, d'une part, l'élaboration d'une base de donnée sur le thème de l'industrie en Pays de Savoie depuis le XVIII^e siècle, histoire et patrimoine, compilant une bibliographie (540 références), des inventaires d'archives et un dossier documentaire (articles, extraits d'ouvrages...); et, d'autre part, l'inventoriage des structures et des projets contribuant à valoriser le patrimoine industriel en Savoie. Enfin, au delà de la constitution de cet outil de travail, ce stage a également permis de faire ressortir les spécificités de cet héritage industriel telles que les principaux secteurs d'activités, l'originalité du contexte économique et l'impact de l'Annexion à la France en 1860, la prépondérance de l'eau en tant que force motrice des premiers moulins aux usines hydroélectriques,

ou encore l'importance du concept d'ouvrier paysan. Toutefois, il reste encore à étudier l'histoire industrielle savoyarde dans son ensemble, du XVIII^e au XXI^e siècles, et à inventorier les sites concernés, avant de lancer une réflexion sur les possibilités de valorisation de cette thématique à l'échelle départementale, en tenant compte des initiatives locales déjà existantes.

Audrey Coda-Zabetta



Stockage des lingots, usine électrométallurgique Péchiney, Saint-Jean-de-Maurienne, milieu du XX^e siècle, coll. Léger.



Usine Saint-Gobain, Modane, Entre-deux-guerres, fonds Montaz.



Usine électrométallurgique de la Volta, Pomblière, carte postale, début du XX^e siècle.



Usine électrométallurgique Girod, Ugine, carte postale, début du XX^e siècle.

« Le patrimoine industriel comprend les vestiges de la culture industrielle qui sont de valeur historique, sociale, architecturale ou scientifique. Ces vestiges englobent : des bâtiments et des machines, des ateliers, des moulins et des usines, des mines et des sites de traitement et de raffinage, des entrepôts et des magasins, des centres de production, de transmission et d'utilisation de l'énergie, des structures et des infrastructures de transport aussi bien

que des lieux utilisés pour des activités sociales en rapport avec l'industrie (habitations, lieux de culte ou d'éducation). (...) La période la plus intéressante pour cette étude s'étend des débuts de la révolution industrielle, c'est-à-dire de la deuxième moitié du XVIII^e siècle jusqu'à aujourd'hui, sans négliger ses racines pré et proto industrielle. De plus, elle s'appuie sur l'étude des techniques et des savoirs faire. »
(Charte Nizhny Tagil)

La rotonde

témoigné privilégié d'un patrimoine ferroviaire toujours en exploitation



Depuis presque un siècle, la rotonde monumentale, appellation due à ses mensurations hors normes et à sa charpente métallique osée, fait partie du paysage quotidien des chambériens. Pièce unique d'un patrimoine industriel toujours en exploitation, elle est le témoin privilégié d'une époque, d'un lieu, d'une architecture et de l'histoire des cheminots qui travaillent en son sein. Pour mieux comprendre les motivations d'un tel ouvrage, remontons le temps peu avant l'Annexion de la Savoie à la France en 1860.

En 1853, avec la création de la compagnie Victor-Emmanuel, le chemin de fer prend son essor sur le territoire savoyard. La construction de la première ligne, d'Aix-les-Bains à Saint-Jean-de-Maurienne, entraîne l'aménagement à Chambéry d'un dépôt pour l'entretien de locomotives, sur les marais remblayés de la « Cassinaz ». Après 1860, la ville s'affirme petit à petit comme un nœud ferroviaire stratégique, notamment avec la percée du tunnel du Fréjus ouvert en 1871 et l'essor de la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée (PLM) devenue propriétaire des sections construites par le Victor-Emmanuel en 1899. Le PLM construit d'autres remises en Savoie, mais à l'aube du XX^e siècle, avec 90 locomotives, le service de traction éprouve les plus grandes difficultés à assurer son service. De plus, les remises comportent des voies parallèles et les nombreuses entrées et sorties des locomotives occasionnent des manœuvres délicates et fastidieuses. La décision est prise en 1906 de construire un dépôt mieux adapté au nouveau trafic lors des travaux d'agrandissement de la gare de Chambéry.

« Le projet définitif d'agrandissement de la gare de Chambéry, approuvé par la décision ministérielle du 6 mars 1907, comporte la construction, en remplacement de la remise rectangulaire existante qui sera démolie, d'une rotonde pour 36-72 machines, mesurant 108m de diamètre »¹

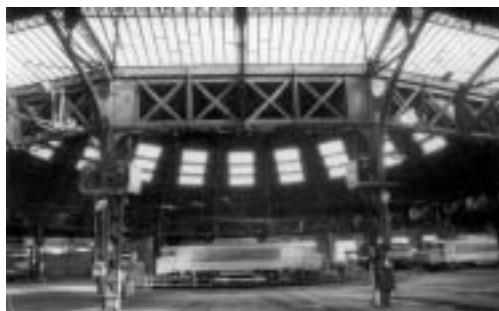


Pose du premier pilier de la coupole de la rotonde, chantier de construction 1908-1910.

Le 20 septembre 1906, un marché est conclu entre le PLM et la Société nouvelle des fonderies et ateliers de constructions Fourchambault et la Pique, sous la raison sociale « Magnard et Cie ». Celle-ci s'engage à fournir le matériel et à monter sur place une rotonde, qui permettra aux locomotives d'être orientées sur des voies rayonnantes au moyen d'un pont tournant. Son architecture métallique sera fortement inspirée des travaux de Gustave Eiffel, très en vogue à cette époque. Avant la généralisation du béton armé, c'est l'une des dernières grandes réalisations françaises d'une charpente articulée de grande portée. Le début des travaux est prévu pour le 1^{er} janvier 1908, mais la lenteur administrative du Ministère des travaux publics, des postes et du télégraphe combinée avec les dernières mises au point techniques pousseront le PLM à commencer beaucoup plus tard dans l'année. L'implantation du bâtiment dans une zone marécageuse et à proximité de la nappe phréatique entraîne l'utilisation de la technique des palais vénitien : à l'aide d'un pilon à vapeur des pieux de bois sont enfoncés dans le sol et ensuite maintenus à leur sommet par des moises (pièces de charpente) boulonnées deux à deux. Le tout est noyé dans un massif de béton et dessus cet ensemble est édifié un système de voûtes qui répartit les charges du bâtiment. Après ces travaux de fondations, la construction de la rotonde débute enfin pour se terminer fin 1910 avec les essais concluants des épreuves de charge de la charpente métallique. Le bâtiment est ainsi composé d'une partie centrale en forme de coupole reposant sur 18 piliers métalliques



La rotonde depuis les voies en 1986.



Vue intérieure de la rotonde avec une locomotive sur le pont-tournant en 1986.

reliés entre eux par une poutre continue. De chacun de ces piliers partent des demi-arcs qui supportent la couverture en ardoises de Maurienne, la toiture étant elle-même surmontée d'un lanterneau. La coupole est entourée d'un anneau de 26,5m de diamètre servant de garage pour les locomotives. La rotonde, enfin livrée, s'apprête à vivre de longues années consacrées au remisage et à l'entretien des machines.

En 1928, elle est électrifiée et peut ainsi héberger les 37 nouvelles locomotives électriques de la ligne Chambéry à Modane. Considéré comme dépôt-pilote en traction électrique pour le Sud, le dépôt assure alors tout l'entretien de son parc vapeur et surtout de son parc électrique.

Le 26 mai 1944, les alliés bombardent les installations du dépôt ainsi que la ville. Alors que l'atelier adjacent et le parc de remisage sont anéantis, la rotonde est miraculeusement épargnée. Deux bombes passent au travers de la toiture et leur explosion souffle toutes les tuiles et les ardoises. Elle est réparée progressivement au fur et à mesure de l'arrivée des matériaux. Les travaux prennent fin en octobre 1948.

Cependant, l'état de santé de la rotonde va petit à petit se dégrader. Une visite opérée sur la partie métallique de la partie annulaire par des agents SNCF en 1951 va révéler entre autre « des trous ou des déchirures légères de métal, causés par des éclats de bombes lors du bombardement »². En 1976, un contrôle de l'ossature de la charpente montre que l'érosion ronge inexorablement le métal qui, à certains endroits, a déjà perdu jusqu'à 60 % de son épaisseur. Pour remédier à ce lent processus destructeur, il serait nécessaire de faire remplacer par une entreprise hautement spécialisée 32 tonnes de charpente. Pour la SNCF, la facture des réparations s'annonce lourde (20 millions de francs), ce qui explique son peu d'empressement à régler le problème. En 1982, il lui paraît alors plus économique de raser la rotonde. Seulement, c'est sans compter sur l'obstination d'un petit groupe de cheminots, amoureux de la grande dame, redoutant de la voir abandonnée à son triste sort pour être mieux démolie par la suite. A l'issue de deux années d'après discussions, de multiples démarches et d'une campagne de presse, ils parviennent à leur fin le 28 décembre 1984, avec l'inscription de la rotonde à l'Inventaire supplémentaire des Monuments historiques. Il semblerait cependant que cette inscription soit également due à une mesure globale de conservation du patrimoine ferroviaire français. En effet, 36 édifices appartenant à la SNCF sont protégés au titre des monuments historiques en 1984.

La rotonde est donc sauvée sur le plan juridique. Cependant l'inscription, contrairement au classement, ne garantit qu'une subvention de l'État de 10 à 20 % du montant de la restauration. En ce qui concerne l'entretien du bâtiment, c'est au propriétaire qu'en incombe la charge. La SNCF et le Ministère de la Culture et de la Communication négocient la prise en charge du coût des travaux. La rotonde continue progressivement à se dégrader. Il faut attendre 1996 et l'effondrement d'une partie de la toiture pour entrer dans la phase de réalisation des travaux. Depuis, la rotonde a bénéficié de soins prodigués par des



La rotonde en construction, chantier 1908-1910.

équipes de la SNCF spécialisées dans la Réparation des Ponts Métalliques (RPM), notamment sur sa partie annulaire et sa coupole, permettant ainsi de protéger le pont tournant et les agents travaillant à ce poste. Même si l'ensemble des travaux réalisés est encourageant, le patrimoine industriel que représente la rotonde s'effrite et c'est à notre société que revient le devoir de protéger cet ensemble majeur et significatif, témoin de beaucoup plus qu'une époque.

Il est cependant certain que préserver et réhabiliter un patrimoine suppose des choix qui prêtent à discussion. L'un de ces choix pourrait être l'ouverture au public de la rotonde tout en maintenant l'activité ferroviaire. En effet, la Région Rhône-Alpes et le Département de la Savoie ont impulsé en 2004 une réflexion aboutissant à un projet de valorisation de ce patrimoine industriel remarquable du XX^e siècle. Suite à une étude de faisabilité présentée par la SNCF concernant l'accessibilité publique de la rotonde, il a été convenu d'engager une étude de programmation dans la perspective d'une exposition permanente sur l'architecture et le patrimoine ferroviaire de la Savoie. Les visiteurs du site seraient accueillis dans un espace interprétatif indépendant de l'activité de l'atelier soumis à des contraintes de sécurité rigoureuse. Avec ses nombreux visiteurs lors des Journées européennes du patrimoine, la rotonde est déjà l'un des monuments le plus visités de Chambéry et de la Savoie. Véritable enjeu culturel, ses archives, son mobilier, son bâtiment et ses savoir-faire ne demandent qu'à être valorisés.

Dominique Baud

Cet article fait suite à une étude historique sur la rotonde effectuée dans le cadre d'un stage Master II, Patrimoine industriel scientifique et technique, fruit d'un partenariat entre l'Université de Savoie et la Conservation départementale du patrimoine, 2005.

1. Extrait du projet définitif de l'agrandissement de la gare de Chambéry, 30 avril 1908. Archives SNCF, Direction régionale.
2. Extrait du rapport de la visite de la charpente métallique de la partie annulaire du 21 juin 1951. Archives SNCF, Direction régionale.



Les ouvriers de la rotonde posent pour la première pierre, 1908.

L'usine Matussière & Forest à Fourneaux

Entre démolition et conservation



Depuis le mois d'octobre 2005, la commune de Fourneaux, dans l'agglomération modanaise, a vécu une petite révolution. L'usine Matussière, présente depuis près de 150 ans, vient de faire l'objet d'une déconstruction complète.

Mais au-delà d'une simple démolition, c'est tout un pan de l'histoire industrielle de la vallée de la Maurienne qui disparaît.

À l'origine, la partie la plus ancienne de l'usine sort de terre à la fin des années 1850. À cette époque, son usage est bien éloigné de la production de papier : le site abrite les compresseurs à air servant à actionner les perforatrices utilisées au percement du tunnel ferroviaire dit du Mont Cenis, ainsi qu'à renouveler l'air dans la galerie. Après la fin des travaux de percement en 1871, l'usine est achetée par adjudication en 1873 par Louis Segond, entrepreneur de travaux publics à Lubièrre dans la Haute-Saône, qui avait l'ambition d'y établir une papeterie. Le prix est de 28 400 F. Cependant «... il n'a pu mettre à exécution son projet. » (contrat de vente Segond-Azario), il n'apporte aucun aménagement et huit ans plus tard, en 1881, il revend les murs à quatre entrepreneurs locaux ; eux-mêmes les cèdent en 1883 à Louis Matussière, industriel issu

d'une famille installée dans le Grésivaudan tout proche, et qui exploite déjà une papeterie à Domène depuis 1865. La pâte à papier nécessite beaucoup d'eau et d'énergie, en cela le site de Fourneaux, en bordure de l'Arc convient idéalement. À l'usine de Fourneaux, on prépare la mise en production en juin 1885, et dès septembre, la fabrication de pâte à papier commence. Louis Matussière meurt à la veille de la Première Guerre mondiale à Paris. Ses funérailles ont lieu à Domène en présence du maire de la ville, de celui de Fourneaux, d'une forte délégation de conseillers de Fourneaux, d'ouvriers et de cheminots. Son jeune fils Pierre reprend l'usine jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Son petit-fils Louis prend la suite. Il lui incombe la lourde tâche de reconstruire l'usine après le conflit et de la transformer pour un usage industriel moderne : nouvelles machines, nouveaux bâtiments, travaux consécutifs aux crues de l'Arc et du Charmaix. Car en près de 150 ans d'existence, l'usine a connu toutes sortes de catastrophes : la rivière Arc et le ruisseau du Charmaix, domestiqués pour produire de l'énergie, deviennent véritablement destructeurs en maintes occasions pour les installations de production situées au bord de l'eau comme en 1906. En 1914 et 1920, les crues sont moins destructrices, mais laissent quelques souvenirs aux ouvriers. Enfin, en 1955 et 1957, les dégâts sont considérables, si bien que l'on repense complètement la circulation des eaux dans la commune : dorénavant le Charmaix est canalisé et l'Arc largement endigué. L'usine passe près de la catastrophe, le mur de protection le long de l'Arc s'effondre, il est remplacé par un mur en béton armé ; le canal de dérivation sur l'Arc est totalement réaménagé et ne présente plus dans sa configuration de risque en cas de crue. D'autres crues, moins dévastatrices, viennent encore envahir les sous-sols de l'usine.

Un autre événement marque un tournant dans la vie de l'entreprise : le bombardement de 1943 qui rase une partie des bâtiments et qui interrompt l'activité durant de longs mois.

L'entreprise Matussière se remet à chaque fois des aléas et des fracas et, entre deux sursauts du destin, l'activité industrielle reprend de plus belle. On produit près de 6 000 tonnes de pâte à papier en 1970 et près de 8 000 tonnes de papier, c'est une époque faste pour l'usine. Cependant, dès la fin des années 70, la rumeur d'une fermeture plane sur l'usine et certaines



*Louis Matussière
devant sa villa à l'entrée
de Fourneaux,
au début du XX^e siècle.*



L'usine dans les années vingt.



activités sont arrêtées du fait de la forte pollution engendrée par la préparation de la pâte à papier. La décennie 80 est morose et malgré les efforts et les interventions de tous, l'usine ferme définitivement ses portes le 17 septembre 1993. Durant près de dix ans, rien ne se passe ou presque. Le site est clos mais régulièrement visité et saccagé. La commune monte un projet de démolition de la friche et après de longues et difficiles négociations, elle peut enfin commencer le chantier.

Mais qu'en est-il de l'aspect patrimonial du bâtiment? L'usine est en effet un des bâtiments les plus anciens de la commune de Fourneaux qui a été entièrement bombardée en 1943 et reconstruite dans les années 50. En fait rien, ou presque, ne peut être gardé. Le bâti a subi de trop nombreuses interventions pour être réellement exploitable comme un exemple d'architecture industrielle de la fin du XIX^e siècle. Les locaux ont dû être adaptés aux évolutions techniques de fabrication du papier au fil du siècle passé, et pire encore, la subsistance d'une petite pollution dans le terrain contraint la commune à raser les murs jusqu'aux fondations et à relever le terrain naturel de deux mètres par apport de remblais. Dans ces conditions, la sauvegarde d'un vestige de cette usine paraît compromise. Pour ce qui est des machines, tout a été vendu par la société Matussièrre lors de la fermeture de l'usine. Seuls éléments récupérés : des colonnes en fonte très typiques, qui portaient les étages du bâtiment principal, ressemblant à ce que l'on peut voir dans le métro parisien.

C'est du côté des archives de l'usine que la récolte a été la plus intéressante. Au printemps 2002, la présence d'ouvriers et de bennes sur le site interpelle. Une société a été mandatée pour vider les greniers de toutes les archives qui doivent être incinérées. La commune organise alors rapidement une opération de sauvetage, avec l'aide du président du Club Cartophile de Fourneaux, André Prodon. Un demi-mètre cube est récupéré en une matinée, en se focalisant sur ce qui semble le plus intéressant : archives les plus anciennes, plans, actes de ventes...

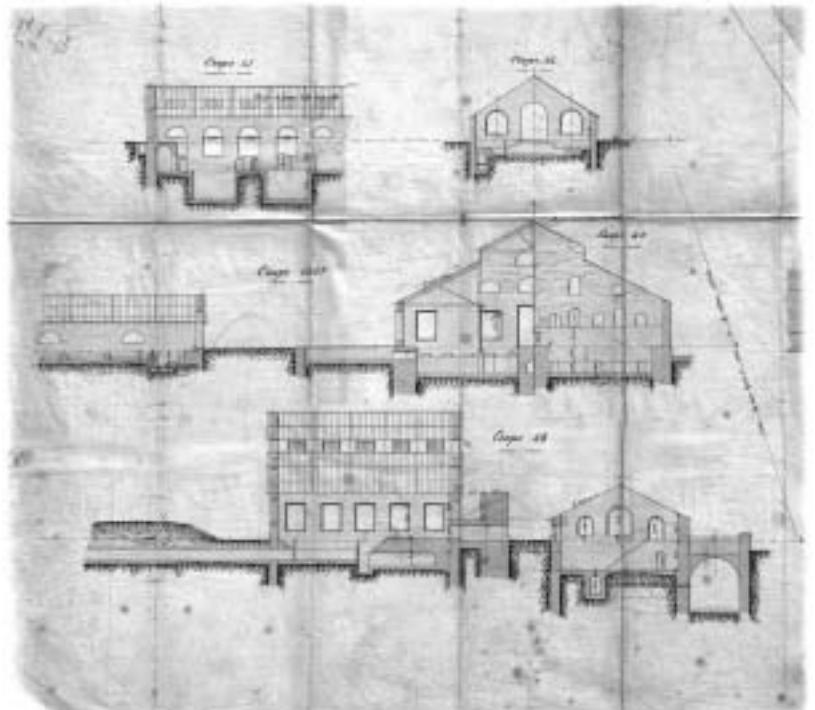
Avec beaucoup de regrets, de nombreux documents, environ 10 m³, sont partis à l'incinérateur, essentiellement des factures, des bulletins de paie, des milliers d'échantillons de papier fabriqué sur place...

Mais la récolte a été bonne, des documents parmi les plus anciens pour la compréhension du site et de l'histoire contemporaine de Fourneaux ont pu être sauvés. Outre ce qui a déjà été cité on peut ajouter les documents sur les

paies du personnel dans les années 40, les dossiers concernant les pollutions de l'Arc depuis l'installation de l'usine, les documents comptables du temps de la splendeur de l'entreprise, les bilans de l'inondation de 1906...

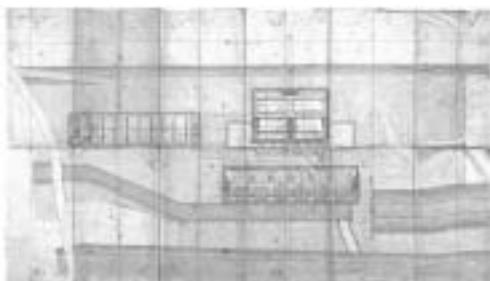
La commune a fait l'effort de faire classer ces archives par deux étudiantes en Histoire et l'ensemble du fonds a été versé aux Archives municipales. Il reste, avec les souvenirs des ouvriers, le dernier témoignage de ce que fut l'usine en fonctionnement. La commune a aussi souhaité conserver une trace visuelle du site, c'est pourquoi elle a passé commande à deux photographes d'un « catalogue » de vues de l'ensemble avant qu'il ne soit livré aux pelleteuses et autres concasseurs. Ces deux photographes, Jean-Luc Viard et Francis Helgorsky, rendent avec leurs sensibilités un travail magnifique sur tous les aspects de la friche industrielle qui fera l'objet d'une exposition prochaine.

François Chemin



Plan coupe des installations vers 1880.

Plan de la salle des machines, vers 1880.



Ouvriers damant les copeaux de bois dans le lessiveur horizontal, dans les années vingt.

Patrimoine et développement durable



Elaboré dans un contexte qui n'est pas le nôtre, le patrimoine bâti peut paraître difficilement conciliable avec les questionnements actuels relatifs au développement durable et au coût énergétique. Cependant, il présente quelques atouts. La réappropriation d'éléments patrimoniaux, matériaux et savoir-faire, permet de reconsidérer, à l'aune de la notion de développement durable, techniques et technologies contemporaines qui peuvent, dans une certaine mesure, se marier avec le patrimoine bâti sans pour autant le dénaturer. Selon la commission mondiale de l'environnement et du développement de 1987, le développement durable répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. Cette notion se trouve à l'intersection de trois préoccupations essentielles : l'environnement, le social et l'économique.



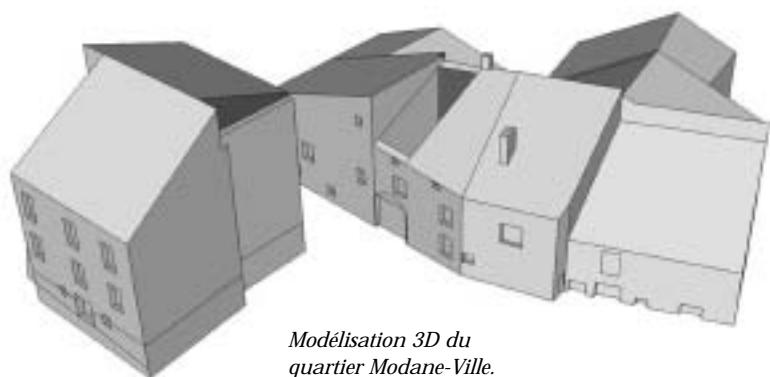
Maison du Parc naturel régional du massif des Bauges, Le Châtelard, Guy Desgrandchamps, architecte.

Quels atouts le patrimoine peut-il présenter au regard du développement durable ?

Au-delà du fait que le patrimoine bâti s'inscrit dans la durée, il renvoie une image significative de la société qui a conditionné son existence et sa forme. Pour ce qui est des bâtiments anciens, remontant au XIX^e siècle et au-delà, les matériaux utilisés (pierre, bois, chaux, pisé, ardoise, tuiles) sont plutôt intéressants lorsque l'on se place dans une préoccupation environnementaliste. En effet, comparés au ciment, au béton, au polystyrène... ils représentent un moindre impact sur l'environnement. Au niveau de la mise œuvre de ces matériaux, le bon sens et des préoccupations énergétiques quasi similaires aux nôtres ont donné des murs très épais, de petites fenêtres, des orientations de bâtiments recherchées pour favoriser au mieux la conservation de la chaleur en hiver et celle de la fraîcheur en été...



Quartier Modane-Ville.



Modélisation 3D du quartier Modane-Ville.





Maison du Parc naturel régional du massif des Bauges, Le Châtelard, Guy Desgrandchamps, architecte.

Une requalification de certains bâtiments patrimoniaux pour un développement durable.

Aujourd'hui, l'usage et surtout l'entretien des bâtiments anciens induit un coût que souvent les particuliers ne peuvent assumer. Dans de nombreux cas, la fonction de ces bâtiments est devenue complètement obsolète. De plus en plus de collectivités incitent ou prennent en main directement ces bâtiments pour en faire un élément de réponse aux besoins de leurs administrés. D'anciennes cures ou d'anciens quartiers désaffectés sont réaménagés pour devenir des logements souvent à caractère social; une salle polyvalente est projetée dans une cure ou dans une chapelle... Ainsi, par ces changements de fonction, les collectivités donnent au patrimoine, en plus de ses quelques atouts en matière d'environnement, une dimension sociale avérée et parfois un rôle économique – très délicat à obtenir – par la mise en tourisme, l'implantation d'une activité commerciale...



Ancienne école à Saint-Alban-les-Villard.

échangeur de chaleur sis dans ou sous la maison (pour obtenir fraîcheur et chaleur) présente l'avantage d'être particulièrement discret...

Quoi qu'il en soit, patrimoine et développement durable interagissent de manière de plus en plus forte notamment à partir du moment où ces bâtiments répondent à de nouvelles finalités et rencontrent de nouveaux usagers.

Cédrik Valet

Dans quelle mesure nos techniques et technologies contemporaines peuvent-elles se marier avec le patrimoine sans le dénaturer ?

Aujourd'hui, la qualité et la performance des nouveaux matériaux, mais également les mises en œuvre nouvelles de matériaux anciens permettent de répondre à de nombreux enjeux et besoins croissants de notre société. Ainsi le remplacement des vitrages simples à petit carreaux par des doubles voir des triples vitrages avec isolant phonique permet de régler la question de la pollution sonore mais aussi et surtout de la déperdition de chaleur en se ménageant la possibilité d'avoir une réalisation à l'identique en terme d'apparence. De plus en plus discrètes, les installations solaires présentent de moins en moins de difficultés à être intégrées dans du bâti ancien. Continuellement, des améliorations sont réalisées sur ces produits, notamment les nouveaux accumulateurs de chaleur en forme de tube. Le jeu sur les transferts de chaleur par



Presbytère à Saint-Alban-des-Hurtières.

L'arche d'Oé

Nouvelle maison du patrimoine, Aussois



Poër → entrée contituée d'une double rampe conduisant à la grange et à l'écurie.

Plit'saut → «plus chaud», pièce attenante à la cuisine

Solon → plancher intermédiaire permettant d'entasser le foin, jusqu'au sommet du toit.

Dzé tour → conduit reliant la grange à l'écurie pour l'acheminement du fourrage.



Vue d'un «poër» d'une maison particulière du village.

Ils sont là, Aussoyens de toutes générations, heureux de guider le visiteur dans leur nouvelle maison du patrimoine «l'Arche d'Oé». Emprunts de spontanéité, les visages, projetés sur les murs en pierre de cet habitat traditionnel, accueillent leurs hôtes, leur faisant partager l'amour de leur village. Plus de cinquante voix content l'histoire de cette communauté montagnarde, de la vie agropastorale au développement touristique actuel. Ils sont agriculteurs, ébénistes, pompiers, guides de haute montagne ou gardiens de refuge. Tous ont joué le jeu afin de partager avec le public leurs vies d'hier et d'aujourd'hui.

Ni la commune maître d'ouvrage du projet, ni l'association œuvrant depuis 14 ans à l'animation du musée agropastoral, n'imaginaient une telle aventure. Le projet, qui se cantonnait initialement à un simple déménagement de la collection dans une ancienne maison traditionnelle, s'est progressivement transformé en un projet muséographique ambitieux.

Durant près de cinq ans, ce dernier s'est construit, grâce à un véritable travail d'équipe entre les bénévoles de l'association du musée, la Commune d'Aussois, la Conservation Départementale du Patrimoine et l'Atelier des Charrons, équipe muséographique choisie pour assurer la maîtrise d'œuvre de l'opération.

Le parti pris scénographique bouscule parfois les représentations de chacun. La collection d'objets n'ayant que peu de valeur conservatoire, les objets sont considérés comme des témoins, des supports de discours. Pour l'équipe muséographique, il était exclu de réaliser une reconstitution de type «Rivière» et de concevoir un énième musée de vieux objets du quotidien. Aussi, l'Atelier a fait la proposition que l'essentiel des contenus soit dit par les habitants d'Aussois, selon leurs propres appréhensions liées à leur âge et à leurs souvenirs. S'engage alors une importante collecte de témoignages, bon nombre d'habitants étant invités à s'exprimer derrière la caméra, à partir d'objets témoins de la collection.



Une muséographie pour tous.

L'intérêt d'une telle réalisation se révèle alors multiple : d'abord privilégier une scénographie vivante et authentique ; associer les habitants au projet et favoriser son appropriation ; collecter une mémoire orale de plus en plus fragile et constituer un fonds d'archives ; privilégier une médiation évolutive pouvant donner lieu à une actualisation et un renouvellement des contenus. Parallèlement à ce travail ethnologique, s'engage un important chantier de restauration de la maison acquise par la commune. Sur les conseils des architectes du CAUE et du Service Départemental de l'Architecture et Patrimoine, l'on choisit de restituer l'état d'un habitat des années 50, dans une maison qui a parfois perdu de son authenticité et de son cachet au fil des ans. Hormis les importants bouleversements nécessaires à l'accueil et à la sécurité du public, chaque choix architectural est minutieux. Couleurs d'enduits, vieux bois, choix de matériaux contemporains pour les éléments rapportés ; rien n'est laissé au hasard afin de faciliter la meilleure lecture possible du bâtiment. Désormais, le visiteur est invité à une libre déambulation. Après avoir franchi l'unique porte par laquelle pénétraient hommes et bêtes, il pénètre dans le «poër», double rampe conduisant simultanément à la grange, à l'étable et à l'habitation. Près du poêle où l'on tient au chaud une tisane, le visiteur est accueilli. Grâce à une maquette, il comprend aisément les particularités architecturales de la maison et le parcours de visite auquel il est invité. Dans le «Plit'saut», pièce attenante à la cuisine signifiant «plus chaud» en patois, on évoque la présence d'un lit pour une personne âgée ou une mère et son nouveau-né, les chambres situées à l'étage n'étant pas chauffées. Dans ce lieu, s'entassent les objets du quotidien. Sur un tulle, laissant tour à tour apparaître une





Reconstitution de la cuisine.

baratte, un pétrin ou un grilloir à orge, une projection évoque la fabrication du beurre, du pain ou la confection du « café du pauvre ». Puis l'on descend jusqu'à l'écurie. Sous la voûte chaulée et dans la pénombre, les bêtes stabulent durant les sept mois d'hiver. Les enfants sont alors heureux de retrouver le mulet, les cochons, brebis et tarines, matérialisés par des silhouettes en bois grandeur nature. Au-dessus de chaque box, les objets ayant trait aux animaux sont suspendus et commentés par un habitant du village. Sur la paille, on imagine aisément les parties de cartes lors des veillées hivernales.

Dans la grange, qui représente le plus grand volume de la maison, se côtoient les outils agricoles d'autrefois et les témoignages des agriculteurs d'aujourd'hui. Près de l'établi, les artisans, ébéniste et sculpteur, travaillent le bois. Mais le foin a aussi laissé place à la pompe à incendie et aux témoignages des pompiers de parade vêtus de leurs tenues napoléoniennes. Plus loin, on évoque le début des sports d'hiver autour d'un bob.

La chambre, où l'on peut écouter les mille et une confidences de ces dames sur les traditions religieuses ou la façon de se soigner par les plantes, marque la fin de l'espace traditionnel, évoquant la vie agro-pastorale jusqu'aux années 50. Au-delà, une salle de projection permet d'évoquer les grands bouleversements de la vie aussoyenne, de la construction des barrages à la reconversion touristique.

Ce parcours chronologique permet au visiteur de comprendre le devenir du village. Afin que la maison ne soit pas seulement une vitrine du passé mais aussi un acteur du présent, nous avons dédié toute une salle à l'« Aussois d'au-

jourd'hui ». Une trentaine de plats lumineux sont ainsi les témoins du dynamisme du village, à travers la représentation des associations et des corps de métiers. Chaque groupe y a déposé un objet représentant sa passion, son activité, une nouvelle occasion permettant à chacun de se retrouver sous le toit de l'Arche d'Oé.

La visite se termine par le « salon » réservé aux expositions temporaires. Cette année, une collection de costumes savoyards nous a été proposée par un couple d'Aussoyens, Jean-Charles et Nathalie Vayr.

La Maison du Patrimoine ne prétend pas retracer de manière exhaustive la vie du plateau d'Aussois, mais elle offre simplement au visiteur un moment de partage avec les gens du pays. Un moment de plaisir et d'amusement pour les plus jeunes, pour lesquels ont été conçus de nombreux jeux (reconnaissance de peaux d'animaux, de types de céréales, de grades de pompiers...).

L'Arche d'Oé – Oé signifiant *Aussois* en patois –, n'a pas uniquement embarqué au soir du déluge ses plus beaux objets, mais elle a su accueillir ses « Oérins » (Aussoyens) et sauvegarder leurs paroles. L'Arche, qui a largué les amarres début juillet 2006 a déjà permis à 3 000 visiteurs de faire le voyage.

Karine Mandray

Ce projet a pu être réalisé grâce au concours du Conseil général de la Savoie, de la Région Rhône Alpes, de l'Etat, de l'Europe, mais aussi du Parc National de la Vanoise et de la Fondation du Crédit Agricole Pays de France.

Une scénographie originale dans la grange.



Toute l'équipe des bénévoles de l'association du musée avec les élus des collectivités partenaires réunis à l'occasion de l'inauguration le 23 juin 2006. *L'origine de l'association remonte à la fin des années 80, lorsque quelques habitants du village, émus de voir disparaître progressivement leur patrimoine mobilier, se mobilisent. Ils récoltent alors jusque dans les décharges, outils agricoles, ustensiles du quotidien, vieux vêtements... Une fois réparés, les objets sont exposés dans un local qui s'organise progressivement en « petit musée reconstitué ». Créée en 1992, l'association de loi 1901, accueille le public durant 14 ans avant d'établir ses nouveaux quartiers sous le toit de l'Arche d'Oé, maison acquise par la commune d'Aussois en 1997, sous l'impulsion de la présidente de l'association Odette Chardonnet.*



Une nouvelle interprétation du Temple de Diane

à Aix-les-Bains et de l'agglomération antique d'*Aquae*

Aix-les-Bains occupe une position particulière parmi les villes de Savoie qui ont hérité d'un passé romain. Elle n'a pas eu le destin des deux autres agglomérations allobroges, Genève et Grenoble qui, à la fin de l'Antiquité, sont devenues des chefs-lieux de cités. Mais, parmi les agglomérations des Alpes du Nord, cette ville se distingue par l'importance et la qualité de ses collections épigraphiques et statuaire et surtout par une série remarquable de monuments conservés dans le centre de la ville, pour partie et en élévation : les thermes, le temple de Diane et l'arc de Campanus. Dès le milieu du XVI^e s., ils suscitèrent l'intérêt et la curiosité des érudits et amateurs d'Antiquités. À leur suite, les archéologues et les historiens de la Savoie y ont reconnu les vestiges d'un centre urbain justifiant la qualité de « petite ville » attribuée à un site que les inscriptions présentent comme un *vicus*.

Le plus célèbre de ces monuments est l'arc de Campanus qui s'élève devant l'établissement thermal actuel. Haut de 9,15 m et large de 7,10 m pour une épaisseur de seulement 0,75 m, construit en blocs de grand appareil à joints vifs, il présente une ouverture unique en plein cintre d'une portée de 3,50 m pour une hauteur de 6 m. Cet arc a suscité deux débats qui portent, l'un sur sa destination, l'autre sur sa datation. La formule de sa dédicace en faisait un monument funéraire : L. Pompeius Campanus dont le nom

figure de part et d'autre de l'ouverture en plein cintre de l'arc l'a commandé « de son vivant », précise-t-il, pour lui-même et pour les membres de sa famille, parents et alliés dont les noms sont indiqués sur quatorze textes gravés dans des cartouches qui viennent d'être réétudiés par B. Rémy dans le troisième volume des Inscriptions latines de la cité de Vienne. Cette interprétation qui était celle de J. Prieur a suscité des objections dont la principale réside dans l'interdit religieux romain portant sur les sépultures urbaines. Dans la ville de Rome, les Empereurs ont fait élever leurs mausolées. Mais leur divination explique cette exception. Les nécropoles romaines entourent les centres urbains dont ils définissent l'extension. Il est anormal d'y trouver un arc funéraire. Cette objection a suscité une autre hypothèse consistant à interpréter le monument comme une porte monumentale marquant le passage entre les thermes et un centre occupé par des monuments publics dont le temple de Diane constituait le seul élément subsistant en élévation. Dans une étude récente où elle replace l'arc de Campanus dans la série des monuments connus en Narbonnaise, A. Küpper-Böhm observe que les niches de son architrave sont disposées en alternance et réunies en deux groupes symétriquement ordonnés par rapport à l'axe de l'ouverture. Leurs deux configurations, l'une en cul-de-four et l'autre à fond plat, évoquent une représentation de fenêtres dans les parties hautes des portes de villes.



*Arc de Campanus,
Monument historique
classé, arrêté du
7 août 1890.*

*Vestiges du Temple de
Diane, revers de l'Hôtel de
Ville, ancien château des
marquis de Seyssel, avant
réhabilitation.
Monument historique
classé, liste de 1875.*





Vue sur l'emplacement des fouilles, depuis l'Arc de Campanus. En fond, l'ancien château des marquis de Seyssel, actuel Hôtel de Ville, Monument historique en partie classé, arrêtés du 7 août 1890 et du 11 décembre 1982.

Aquarelle de Prosper Dunant, angle du Temple de Diane et ruines du château des marquis de Seyssel, en 1817 (coll. particulière).

Situés à l'est de la ville, les thermes romains constituent l'ensemble dont l'identification est la moins discutable. Les structures du bâtiment thermal conservées dans l'enceinte des Thermes actuels ont été reconnues à la fin du XVIII^e siècle et classées au titre des Monuments Historiques. Les premiers aménagements de la source ont été réalisés entre le premier quart et la fin du I^{er} siècle ap. J.-C autour du rocher dont la conque est renforcée par une abside en cul-de-four et un complexe de bassins. Ces thermes occupent une position dominante par rapport à l'arc de Campanus et au temple de Diane, dont la base du podium se trouve 4 m en dessous du niveau de base de l'arc. Les fouilles dirigées par A. Canal lors de la construction du parking souterrain et la comparaison avec des documents anciens ont mis en évidence une anomalie dans les niveaux de circulation. Le secteur présentait une forte déclivité qui a donné lieu à un aménagement général de l'espace en terrasses artificielles. L'arc de Campanus aurait occupé une position intermédiaire entre, à l'est, l'ensemble thermal et, à l'ouest, un centre monumental dont le « temple de Diane » constituerait le seul élément conservé en élévation. L'exposition que le Musée Dauphinois a consacré aux Allobroges a été l'occasion pour A. Canal et M. Tarpin d'attirer l'attention sur ce monument « bien moins connu que la Maison Carrée de Nîmes ou que le temple de Vienne », mais qui, écrivent-ils, « est pourtant un des temples romains les mieux conservés de France ». Leur étude nous dispensera d'une longue description. L'ensemble présentait à l'origine une longueur hors œuvre de 17,20 m pour une largeur de 13,65 m et une hauteur de 16 m. À l'ouest, la face arrière du temple est surmontée d'un fronton triangulaire. L'ouverture du temple vers l'est du côté de l'ensemble thermal devait comporter un fronton soutenu par deux colonnes.

Ce temple pose les mêmes problèmes de datation et de destination que l'arc. L'étude stylistique des éléments architectoniques et de son décor ne permet pas de le dater même de manière approximative. La pierre de Seyssel se prête mal à la sculpture et le monument a beaucoup souffert de son intégration dans l'ancien château des marquis d'Aix. A. Canal et M. Tarpin penchent en faveur de l'ordre toscan à caractère local déjà rencontré sur l'arc de Campanus et souvent présent dans cette région. La sobriété du décor qui subsiste le rapproche des temples du second siècle sur le *forum* de Rome. Le second problème, l'attribution de ce temple, n'a pas non plus reçu de solution totalement satisfaisante. On a voulu y voir un temple dédié à une divinité en relation avec l'activité thermale, Bormo ou Borvo, connu par une inscription. Mais d'autres attributions sont possibles. Dans une étude portant sur les copies romaines de statues grecques, F. Slavazzi a montré de manière convaincante que la belle statue féminine acéphale en péplos découverte par A. Canal dans les fouilles du parking et considérée alors par lui comme une statue d'Hygie, la déesse de la santé, était à rattacher au type statuaire de la « Perséphone de Corinthe » ; il s'agissait d'une copie de grande qualité attribuable à un atelier

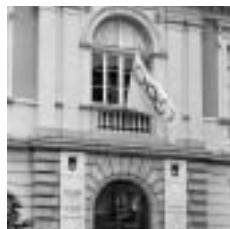
de Campanie. Son excellente conservation le conduisait à y reconnaître une statue cultuelle déposée dans un espace protégé. De leur côté A. Canal et M. Tarpin proposaient d'y voir plutôt une « statue honorifique, peut-être d'impératrice ». Dans ce cas, sa présence pourrait s'expliquer par l'existence d'un monument du culte impérial dont l'épigraphie prouve qu'il était pratiqué dans le *vicus*. Mais une autre explication est possible. Une telle statue ne serait ni une statue cultuelle ni à proprement parler une statue honorifique mais une statue funéraire, correspondant à une mode qui, apparue en Italie à l'extrême fin du I^{er} s., se développe dans le courant du II^e s. Le défunt — ici une défunte — est présenté(e) sous la forme d'une divinité par *consecratio in formam deorum*. Assimilée à Proserpine, la représentation divine aixoise est particulièrement adaptée à un culte funéraire.

Cette attribution conduit à revoir celle du « temple de Diane ». Il ne s'agirait pas d'un bâtiment cultuel au sens traditionnel de temple d'une divinité romaine, mais d'un « temple-tombeau » élevé par une grande famille allobroge. Dans un contexte provincial gaulois, une telle proposition paraîtra incongrue : les parallèles que l'on peut trouver sont essentiellement italiens et romains. Mais les thermes d'Aquae n'étaient probablement pas un petit établissement du cure lié à un *vicus* rural. Ils étaient fréquentés par la haute aristocratie allobroge, celle qui a financé et élevé les monuments qui en distinguent la capitale, Vienne, parmi tous les chefs-lieux de cités d'Occident. Cette proposition permet de lever l'objection que l'on pouvait faire à l'identification de l'arc de Pompeius Campanus comme un arc funéraire. Les *Pompeii* sont l'une des deux grandes familles allobroges connues à Aix. Avec un peu d'audace, il est possible de suggérer que ce temple funéraire a été celui de la seconde, les *Titii*. En effet la plus haute aristocratie romaine a fréquenté et habité les bords du lac du Bourget. À La Biolle, l'épithaphe de L. Vivius Punicus atteste que ce personnage qui gouverna la Corse y possédait un domaine. Son cas n'est pas isolé. M. Iunius Vestinus Mallo, un sénateur, dont un ancêtre avait été un familier de l'Empereur Claude, avait également un domaine patrimonial au Vivier-du-Lac.

Si l'on accepte cette interprétation des monuments aixois, *Aquae* perd son urbanité et son statut de « petite ville ». Elle ne peut plus être considéré que comme une bourgade rurale. En revanche, l'ensemble thermal voit son importance et son rayonnement grandir.

Philippe Leveau





EXPOSITIONS

Maison des Jeux olympiques
11 rue Pargoud
73200 Albertville
Tél. 04 79 37 75 71
Fax. 04 79 32 38 75
maisonjeuxolympiques@wanadoo.fr

Ouvert de 9h30 à 12h30 et de 14h à 18h, sauf dimanche et jours fériés
Juillet, août de 9h30 à 19h, dimanche et jours fériés de 14h à 19h
Accueil des groupes sur RV

Rénovation d'un bâtiment départemental

Située au cœur d'Albertville, la Maison des Jeux olympiques occupe un belle demeure de la seconde moitié du XIX^e siècle. Ce lieu de proximité, au cœur du centre ville, renforce encore la comparaison avec une « maison ». Mais le bâtiment a toute une histoire, riche de symboles. Dans les années qui suivent l'Annexion de la Savoie à la France, des édifices publics de belle facture sont érigés à Albertville pour affirmer la présence de la nouvelle administration française. C'est ainsi qu'est construit le Palais de justice, sur l'ancien emplacement d'un marché au chanvre et à la paille de maïs, par l'architecte Denarié, en

1867, dans une nouvelle artère qui deviendra la rue Pargoud en 1885. Ce tribunal sera remplacé par une nouvelle construction sur l'esplanade de l'Arly et c'est alors que le Conseil général de la Savoie, propriétaire du bâtiment, va lui donner une nouvelle vocation en décidant d'en faire le siège du Comité d'organisation des Jeux olympiques, en 1987. Durant les années de la préparation olympique, cette demeure deviendra le lieu d'accueil du grand public, déjà sous le nom de la « Maison des Jeux ». En 1993, le Conseil général confie à l'Association de la Maison des J.O. la mission d'animer un centre de mémoire

Charlotte Perriand et la montagne

Tout au long de sa vie, Charlotte Perriand (1903-1999), dont les origines familiales sont savoyardes (Yenne), a entretenu avec la montagne et les Alpes, en particulier, une relation privilégiée faite à la fois de ressourcements personnels et de recherches professionnelles dans le domaine de l'architecture de loisirs.

À partir du 30 janvier et durant l'année 2007, la Maison des Jeux olympiques propose au grand public une exposition d'envergure, sur le thème de « Charlotte Perriand et la montagne ». Un livre de référence, sous forme de catalogue, accompagnera l'exposition (publication courant 2007). Cette exposition se situe dans le prolongement de la grande exposition rétrospective organisée par le Centre Pompidou (Musée national d'art moderne – Beaubourg, Paris), qui a consacré le rôle et les créations de Charlotte Perriand au cours du siècle. L'exposition du centre Beaubourg, qui s'est déroulée de décembre 2005 à avril 2006, a reçu un accueil enthousiaste de la part du public avec 200 000 visiteurs, ainsi qu'une couverture presse exceptionnelle. La notoriété internationale de Charlotte Perriand a permis au centre Beaubourg de présenter cette belle exposition à Sao Paulo, au Brésil, pays où a travaillé Charlotte Perriand, de juin à août 2006.

En Savoie, il s'agira d'évoquer la place de la montagne dans la vie et dans le travail de Charlotte Perriand, de porter un regard sur les innovations et les inventions développées à partir

des contraintes de la montagne et des pratiques de loisir. Ces réalisations ont pu être expérimentales ou parfois uniques, mais aussi déclinées pour le plus grand nombre comme pour la station des Arcs.

Enfin, l'hommage mettra en valeur la dimension culturelle de l'œuvre de Charlotte Perriand, véritable créatrice du XX^e siècle et permettra de mieux faire connaître son influence et ses apports dans les réalisations d'aujourd'hui.

Passionnée par la montagne qui a influencé toute sa vie, c'est une chance inestimable pour les Alpes que les œuvres de Charlotte Perriand, dont certaines pourraient d'ailleurs faire l'objet d'une procédure de classement au titre des Monuments historiques, ponctuent et marquent le territoire de Savoie, en Rhône-Alpes.

L'exposition bénéficie d'un partenariat important avec le Conseil général de la Savoie et la Région Rhône-Alpes. Pour partie constituée de kake-monos prévus pour voyager facilement, elle pourrait être itinérante en France, par exemple, dans les réseaux des Maisons de l'architecture, des CAUE, des écoles d'architecture ou dans les stations de ski.

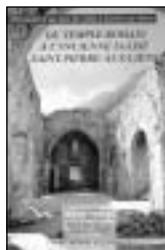
Répartie dans les espaces d'exposition temporaires de la Maison des Jeux olympiques, la présentation comprendra également différents objets, photos et portraits qui illustreront la grande montagne qu'a été Charlotte Perriand. Principalement dans les années 1930-40, elle a parcouru régulièrement les Alpes pour gravir des sommets et pratiquer le ski de randonnée, alors balbutiant.

D'autre part, des projections de vidéos, des animations 3D et des maquettes d'architecture feront découvrir de façon concrète et amusante les œuvres réalisées par Charlotte Perriand en montagne : refuges innovants des années 30 ou photos d'aménagements intérieurs créés pour les premiers hôtels de Méribel. Enfin, un très beau film, conçu et prêté par le centre Pompidou, permettra de participer à l'aventure de la construction des Arcs, œuvre maîtresse de Charlotte Perriand en montagne de 1967 à 1989.

Claire Grangé



Charlotte Perriand, en 1933, à Entre-Deux-Eaux, Vanoise (Archives Ch. Perriand, ADAGP, 2006).



Du temple romain à l'ancienne église Saint-Pierre-aux-Liens, pérennité d'un lieu de culte à Grésy-sur-Isère

Christian Mermet, Grésy Action Culturelle, 2001, 19 €
 Il est des sites qu'on ne peut se résoudre à voir disparaître. La passion de quelques amateurs pour la ruine de l'ancienne église Saint-Pierre-aux-Liens a permis sa restauration. Cela n'a pas été sans difficulté : création d'une association de sauvegarde « Grésy Action Culturelle », recherches de partenariats et de financements, appel au bénévolat... Il n'aura pas fallu moins de 5 ans pour nettoyer, assainir, dégager, prospecter, consolider le bâtiment. Au fur et à mesure de l'avancement du chantier, relevés et fouilles ont amassé une somme d'informations. Ce livre restitue l'histoire du site de l'église de Grésy-sur-Isère : la préhistoire, l'importance de l'occupation gallo-romaine, l'organisation du culte catholique et l'érection de l'église au XI^e siècle. L'analyse archéologique et architecturale retrace l'histoire du bâtiment. Un ouvrage de fond qui pourra intéresser tout amateur de vieilles pierres que le passionné de ces techniques permettant d'appréhender le passé.



CIME CITE CAUE, 10 ans d'architecture en Savoie

édité par le CAUE de la Savoie, 2006.
 Ce nouvel ouvrage édité par le CAUE se penche sur 10 années d'architecture en Savoie. A travers les communiqués de 12 spécialistes, des questions aussi essentielles que l'existence d'une identité savoyarde et ses manifestations dans l'architecture, les nouvelles formes innovantes de l'ha-

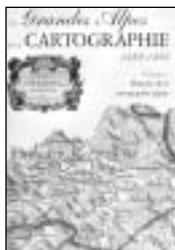
bitat en Savoie, l'évolution vers l'habitat « naturel » sont évoquées. Cette dernière approche met le point final à la démarche du livre. En effet, la véritable question aujourd'hui est de développer un mode d'habitat qui respecte tout à la fois l'homme et son environnement. Les évolutions vers l'habitat bois, les modes de chauffage par énergie renouvelable... sont dans l'air du temps. L'article présentant la « Maison des Energies » qui accueille l'ASSDER (Association Savoyarde pour le Développement des Energies Renouvelables) située à Chambéry est très instructif. Le bâtiment adapté aux contraintes environnementales a été ainsi pensé et conçu à la seule vue de son intégration paysagère, de la non-utilisation de matériaux à forte émission de CO², et de son autonomie énergétique. Un ouvrage enrichissant qui rejoint les préoccupations contemporaines pour l'environnement.



Charlotte Perriand

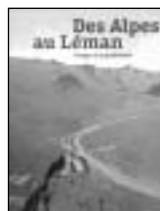
catalogue de l'exposition présentée au Centre Pompidou, 2005, 29,90 €
 L'exposition proposée par le Centre Pompidou du 7 décembre 2005 au 27 mars 2006 présentait une rétrospective sur l'œuvre de cette architecte d'espace et designer. Le catalogue retrace les grandes étapes de la vie de cette créatrice au travers de documents exceptionnels issus des archives personnelles de Charlotte Perriand. Associée en 1925 à Le Corbusier et Pierre Jeanneret, elle se voit confier la responsabilité des programmes d'équipement de la maison. Elle signe alors des pièces de mobilier en bois et en métal, devenues aujourd'hui des icônes du design moderne. Elle théorise également des recherches sur l'habitat, avec un souci constant de fonctionnalité et de confort, en partant d'une contrainte de taille : la cellule sera de 14m² par individu. Son séjour au Japon lui fait découvrir l'habitat standardisé et modulable. Elle

saura l'adapter au mode de vie occidental. En 1930, elle adhère à l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires. Son engagement est résolument social, c'est peut-être ce qui l'éloigne de Le Corbusier, avec lequel elle rompt en 1937. Ceci ne freine en rien sa créativité qui s'épanouit par la création de mobilier et l'aménagement de l'espace intérieur. Un ouvrage pour découvrir la vie et l'œuvre d'une femme d'exception.



Les grandes Alpes dans la cartographie 1482-1885

Laura et Giorgio Aliprandi, Libris, 2005, 90 €
 Fruit de plus de 35 années de recherches, cet ouvrage porte sur la cartographie historique. Il est sans dire que la toponymie, l'histoire, celle des frontières plus particulièrement, ont permis l'élaboration du texte d'accompagnement. Les cartes sont avant tout le résultat d'une nécessité de représentation, cette dernière obéissant à des considérations politiques, militaires ou géographiques. De là leur grande variété. L'évolution de la cartographie alpine se révèle au lecteur : depuis les cartes manuscrites, l'apparition des premières cartes imprimées, la cartographie alpine en Suisse, puis en Italie, la production hollandaise, française des XVII^e et XVIII^e siècles, puis celle militaire du XIX^e siècle. L'ouvrage, illustré de très nombreuses cartes, offre un texte d'une grande richesse, de nombreuses notes et un index.



Des Alpes au Léman, images de la Préhistoire

sous la direction d'Alain Gallay, éd. Infolio, 2006, 45 €
 Comment vivaient les hommes du bassin lémanique durant la préhistoire ? Ce livre, synthèse du travail

de nombreux chercheurs, tente de répondre à cette question. Il est l'aboutissement de plus de trente ans de recherches archéologiques. Il prend en compte les évolutions de la prospection archéologique, du sauvetage d'urgence au programme de fouilles, notamment sur des sites d'altitude. Les techniques d'analyse ont fortement évolué, optimisant au mieux la qualité des résultats obtenus. Les reconstitutions présentées dans l'ouvrage font état de toutes ces recherches. L'environnement, les chasseurs-cueilleurs des périodes paléolithique et mésolithique, les premiers paysans, l'âge du bronze et les celtes de l'âge du Fer sont les thématiques développées. L'environnement a été déterminant pour le peuplement humain. Ce n'est qu'après la dernière glaciation que le territoire sera colonisé par la flore, la faune et l'homme moderne. De 13000 av. J.-C., à 5500 av. J.-C., des groupes de chasseurs-cueilleurs se déplacent pour utiliser au mieux les ressources disponibles. Le radoucissement climatique va permettre la sédentarisation du peuplement humain, et l'apparition de nouveaux savoir-faire. Ces bouleversements culturels et techniques vont bientôt conduire l'humanité à entrer dans l'histoire.



1870-1871. La Savoie s'ancre à la République,

Maurice Messiez, in l'Histoire en Savoie, SSHA, 2006, 21 €
 C'est un sujet méconnu que celui de l'impact en Savoie de la Guerre de 1870. Le plébiscite de 1860 avait certes démontré la volonté des Savoyards de devenir français, mais le conflit de 1870 et la défaite plongèrent dans l'incertitude ces tout jeunes français. Alors que le mouvement de la Commune gronde et menace la nouvelle République, les préfets œuvrent sans relâche à l'adhésion pleine et entière de la population savoyarde. Avec l'aide des élites locales, la



« République des notables » s'organise. Elle rassure à droite mais prend garde à ne pas trop frayer avec les « conservatismes ». Cette politique du bon sens et du pragmatisme ancre définitivement la Savoie à la France. Un ouvrage qui décortique les faits historiques pour mieux comprendre les ressorts de l'adhésion savoyarde à la Nation française.

Vinciane Néel



Un nouveau guide vous entraîne dans les vallées de Maurienne, Tarentaise, Beaufortain et du Val d'Arly. Réalisé en partenariat avec le Ministère de la Culture, les Editions du patrimoine, les collectivités représentant les 4 vallées et le Conseil général de la Savoie, cet outil est complémentaire aux activités guidées organisées dans le cadre du Pays d'art et d'histoire. Il vous invite à cheminer sur les itinéraires de découverte des sites, monuments et musées des hautes vallées de Savoie.

Hautes vallées de Savoie, le guide : musées, monuments, promenades.

Editions du Patrimoine-Monum. Ouvrage collectif rédigé par des universitaires, historiens, érudits locaux et guides-conférenciers. Préface Philippe Decouffé. Coordination Christian Sorrel et Pierre-Yves Odin. 2006, 12 €

• **Actualités**
• **patrimoines**
• **p. 3**
• **Archives**
• **p. 4 & 5**
• **Collections**
• **p. 6 & 7**
• **Dossier :**
• **Patrimoine**
• **industriel en**
• **Savoie**
• **p. 8 à 15**

• **Architecture**
• **p. 16 & 17**
• **Musées**
• **p. 18 & 19**
• **Archéologie**
• **p. 20 & 21**
• **Actualités**
• **expositions**
• **p. 22**
• **Livres**
• **p. 23**